

[Text]

ment system we have been designated, if you will, as the lead department for Canada's official development assistance. So it is in the information context. Even if you confine yourself to CIDA, if I may say so to the hon. member, it is confusing enough. I understand the confusion that you may have on this, but that is the purpose behind that.

• 1245

Regarding sectoral priorities, I must confess to hon. members that it is one of the weaknesses of our data base at the present time that we do not have the degree of precision on our sectoral breakouts or activities as we would like to have. You asked me about sectoral activities funded by the agency. I would have to answer with regard to three quite different kinds of programs.

I have a breakout, which I can provide hon. members, of our estimated expenditures in 1982-1983, and possibly very rough estimates for 1983-1984 with regard to our bilateral program. In addition to that, however, there are the activities of non-governmental organizations, some of which are fuzzy in terms of overlapping several areas. A project may be dealing with several things, which is a further complication.

Thirdly, indirectly we are involved in different sectors by our support of international financial institutions and UN organizations. I am not sure whether I could get a sectoral breakout from them, but I will try. So I will provide, if the hon. member permits me, what information I can get.

Regarding the particular question of the definition of agriculture as a sectoral priority, it includes, I think I am right in saying, all aspects related to agriculture: production, distribution, and all of those kinds of questions. It also includes what we call rural development. It also includes fisheries and it also includes forestry.

Regarding the third question, which is the Canada-Third World foundation, as the hon. member indicated, the minister did refer to this in response to a question at the meeting of the committee on March 29. Since that time we have submitted proposals—I guess that is the right word—or thoughts or ideas to the minister on this activity. The background, which has been discussed before to some extent, is that the government feels, the agency feels, that there has been insufficient attention in the experience of, say, the last 20 years to the human dimension in development in recipient countries and to the specific priority given to the provision of training, either by arranging for training in the recipient country, in a third country as we call it—another country in the Third World usually—or in Canada or through the provision of what are often referred to as advisers or *coopérants*, who, in addition to doing a particular assignment, are often involved in training as part of their assignment.

We feel that there should be a higher priority given to this activity. We have been trying to assess the best ways of doing this in a context where there are a large number of interested, experienced and capable institutions in Canada—academic

[Translation]

le ministère le plus important, qui contribue au Programme d'aide au développement. Voilà ce qu'il en est pour l'information. Même si vous vous en tenez au rôle de l'ACDI, je dirai à l'honorable député que les choses ne sont pas très claires. Je comprends très bien pourquoi, mais je viens de vous en donner la raison.

En ce qui concerne les priorités sectorielles, les renseignements que nous avons à leur égard constituent le maillon le plus faible de notre base de données pour l'instant, étant donné que la ventilation de nos activités par secteur n'est pas aussi précise que nous le souhaiterions. Vous m'avez posé une question sur les activités sectorielles subventionnées par la société. Pour vous répondre, il faut que je vous parle de trois types de programmes tout à fait différents.

J'ai ici une ventilation que je pourrais vous remettre, portant sur nos prévisions de dépenses en 1982-1983 et peut-être même certaines prévisions très approximatives pour 1983-1984 relatives à notre programme bilatéral. En outre, il faut également prendre en compte les activités des organisations non gouvernementales, dont certaines se chevauchent dans plusieurs domaines. Ainsi, un programme peut porter sur plusieurs choses, ce qui complique davantage les choses.

Troisièmement, nous aidons indirectement certains secteurs par le biais de nos contributions à certaines organisations financières internationales ainsi que par l'ONU. Je vais essayer de demander à ces organisations une ventilation par secteur, que je ferai parvenir à l'honorable député.

En ce qui concerne la définition de l'agriculture en tant que priorité sectorielle, je pense pouvoir dire qu'il s'agit de tous les aspects qui ont trait à l'agriculture, c'est-à-dire la production, la distribution, entre autres choses; y compris le développement des zones rurales, les pêcheries et l'exploitation forestière.

En ce qui touche maintenant la troisième question c'est-à-dire la fondation Canada-tiers monde, comme l'honorable député l'a dit, le ministre effectivement fait référence à cette fondation en réponse à une question qui lui avait été posée le 29 mars à l'occasion d'une séance du Comité. Depuis lors nous avons fait certaines propositions, je pense que c'est le mot exact, bref nous avons porté à l'attention du ministre certaines idées à ce sujet. Les tenants et les aboutissants dont on a parlé avant font que le gouvernement et que la société sont d'avis qu'on ne s'est pas soucié comme on aurait dû le faire, disons, au cours des 20 dernières années, de la dimension humaine du développement dans les pays récipiendaires d'aide, ainsi que de la priorité qui doit être donnée à la formation, soit dans le pays récipiendaire, dans les pays tiers, c'est-à-dire généralement dans un pays du tiers monde, ou encore en mettant à la disposition de ces pays des conseillers ou des coopérants, qui en plus de s'acquitter des tâches qui leurs sont confiées, s'occupent souvent de formation.

Nous pensons que le côté formation doit recevoir une plus haute priorité. Nous avons essayé de voir quels seraient les organismes qui pourraient le mieux s'acquitter de cette tâche; nous savons qu'il y a au Canada un grand nombre d'organismes